

Développer l'État social de services publics pour en finir avec le capitalisme

Constat

La crise actuelle est, entre autres, le résultat d'un vol organisé de la richesse produite au profit du capital et conduisant au détricotage de nos outils de socialisation des richesses, conquis par les luttes des travailleurs.

Enjeux

La remise en cause du système capitaliste doit passer, immanquablement, par un renforcement de nos mécanismes collectifs de solidarité que sont les services publics et la protection sociale.

Propositions

Promouvoir et développer les outils de redistribution des richesses que sont, notamment, les services publics et la protection sociale.
Défendre le salaire brut et l'impôt direct fortement progressif et touchant l'ensemble des revenus.

Constat

Il est important de rappeler, une nouvelle fois, que la richesse est le résultat de l'activité productive des salariés. Une partie de cette richesse est « mise en commun » (socialisée) au travers de l'impôt et des cotisations sociales. Cette socialisation des richesses permet de répondre, par l'organisation de services publics et de la sécurité sociale, à de nombreux droits sociaux fondamentaux qui ne seraient pas rencontrés, ou pas correctement, par le seul libre jeu du marché.

A titre d'exemple, ces droits fondamentaux sont le droit à l'enseignement, à la culture, à la protection sociale, à l'énergie, aux communications, au transport, à la santé, à l'eau, au logement, au travail...

En outre, cette socialisation détourne de l'activité capitaliste une masse importante de la richesse produite. La richesse qui sert à organiser et à développer les services publics et la protection sociale ne peut être accaparée par le système capitaliste.

Dans la période de financement collectif/public maximum, la Sécurité sociale absorbait près d'un tiers du PIB européen. Si on ajoute à cela le financement de l'ensemble des services publics et de la fonction publique, la part de richesse produite par l'économie publique, les circuits de crédit et d'épargne publics, les mécanismes d'augmentation des salaires... le capitalisme, fin des années septante, contrôlait une part moins importante de la richesse collectivement produite qu'aujourd'hui.

Nos outils de répartition des richesses sont donc fondamentalement anticapitalistes, mieux encore, ils portent en eux la fin du système capitaliste.

Voilà pourquoi, depuis plus de trente ans, nos mécanismes de solidarités, qui sont autant de conquêtes sociales, sont détricotés.

Enjeux

Le développement, par l'Etat social démocratique, des institutions de socialisation permet donc de détourner une part importante de la richesse produite des circuits bancaires privés où se réalise l'essentiel du travail capitaliste. Il contribue donc à « euthanasier le rentier », pour reprendre les mots de Keynes.

La remise en cause du système capitaliste doit passer, immanquablement, par un renforcement de nos mécanismes collectifs de solidarité que sont les services publics et la protection sociale.

Pour ce faire, il est nécessaire de s'opposer à la contre-réforme fiscale voulue par le Ministre Reynders et de proposer une véritable **réforme** fiscale qui privilégierait la fiscalité directe fortement progressive et touchant l'ensemble des revenus.

En outre, afin d'assurer le développement de la protection sociale, il convient de se battre pour le salaire brut. Cela passe par une dénonciation systématique du leurre que représente le « salaire poche ».

Il convient également de rappeler que le caractère « public » du service renvoie à la souveraineté économique d'une autorité publique, seule garante de l'égalité de traitement des citoyens et de la continuité¹ du service. Ce qui est fondamentalement différent de la notion de « service au public ».

Il importe donc de procéder, dès à présent, à un travail de reconquête sociale pour reprendre le terrain concédé depuis maintenant une trentaine d'années.

¹ La continuité du service renvoie notamment à l'idée qu'un service public, créé pour répondre à un besoin de la société, ne peut tomber en faillite. La question du droit de grève dans les services publics n'entre pas dans le cadre de la continuité.

Propositions

Promouvoir et développer les services publics

Face à la crise il nous faut adopter une posture résolument revendicative, nous ne pouvons plus nous satisfaire de défendre nos droits conquis. Il en va bien évidemment ainsi en ce qui concerne les services publics.

Cette démarche offensive passe par une refondation de la notion de service public dont la légitimité repose sur la satisfaction des besoins sociaux et dont le financement serait assuré par une fiscalité fortement progressive touchant l'ensemble des revenus.

Cette attitude offensive nous permettra à la fois de défendre les services publics existants (et donc de continuer de nous opposer aux processus de libéralisation et de privatisation) mais également d'étendre le champ des services publics au travers de la revendication de nouveaux droits sociaux. La Solidarité y gagnera !

C'est en faisant reculer la mainmise du capital privé et en affirmant la priorité de choix collectifs, donc de maîtrise de l'économie, que l'on pourra changer les choses.

La protection sociale : défendre le salaire brut !

La protection sociale, par le développement des solidarités, invente littéralement une autre façon de penser l'usage de l'argent qui va tout à fait à l'encontre des intérêts et des besoins du capitalisme. En effet, l'argent qui est retenu à la source du salaire de chaque salarié, la cotisation sociale, part **immédiatement** vers les caisses publiques de la sécurité sociale et est transformé **instantanément** en droit à ressources, en droit à revenu pour les salariés. De ce fait, le **système bancaire privé ne peut ni spéculer, ni prélever quel que montant que ce soit de cette énorme masse financière**. Voilà pourquoi les revendications salariales doivent impérativement se faire sur le salaire brut.

Le salaire n'est pas un coût économique mais un droit sociopolitique fondamental.

Ceci signifie que ce sont des raisonnements politiques et non économiques qui doivent lui être appliqués.

Au travers de la sécurité sociale, nous protégeons collectivement près d'un tiers de nos ressources du système d'accumulation de la rente capitaliste.

Pour ces raisons, nous devons, d'une part, nous battre pour préserver le financement par cotisations sociales de nos systèmes publics de sécurité sociale et oser revenir en arrière pour limiter fortement les systèmes de fonds de pension d'entreprises qui, peu à peu, tendent à devenir hégémoniques et à liquider notre système de pension légale. D'autre part, nous devons, ici aussi, poursuivre le mouvement de socialisation des ressources, à travers le développement de la cotisation sociale, pour financer de nouveaux droits.

Une économie moderne peut être anticapitaliste !

La faillite du système capitaliste et de son dogme du marché autorégulé nous donne une occasion unique de réaffirmer le rôle primordial des pouvoirs publics dans l'organisation de la vie en société.

En effet, l'ensemble de nos outils de redistribution des richesses, qui sont autant d'expression de la Solidarité, participe au renforcement de la citoyenneté et de la Démocratie. Mais ils sont également la preuve irréfutable qu'une économie moderne peut être anticapitaliste !

Les services publics et la protection sociale offrent incontestablement des pistes et des perspectives pour penser et réaliser une société d'égaux.